

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2026 - (N° 2141)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

N° 919

AMENDEMENT

présenté par
Mme Vidal, Mme Galliard-Minier et M. Rousset

ARTICLE 44

I. – À l’alinéa 10, substituer au montant :

« 1400 euros »,

le montant :

« 1800 euros ».

II. – En conséquence, à l’alinéa 11, substituer au montant :

« 1400 euros »,

le montant :

« 1800 euros ».

III. – En conséquence, au même alinéa 11, substituer au montant :

« 1404 euros »,

le montant :

« 1804 euros ».

IV. – En conséquence, à l’alinéa 12, substituer au montant :

« 1404 euros »,

le montant :

« 1804 euros ».

V. – En conséquence, au même alinéa 12, substituer au montant :

« 1408 euros »,

le montant :

« 1808 euros ».

VI. – En conséquence, à l'alinéa 13, substituer au montant :

« 1408 euros »,

le montant :

« 1808 euros ».

VII. – En conséquence, au même alinéa 13, substituer au montant :

« 1412 euros »,

le montant :

« 1812 euros ».

VIII. – En conséquence, à l'alinéa 14, substituer au montant :

« 1412 euros »,

le montant :

« 1812 euros ».

IX. – En conséquence, au même alinéa 14, substituer au montant :

« 1416 euros »,

le montant :

« 1816 euros ».

X. – En conséquence, à l'alinéa 16, après le mot :

« publique, »

insérer les mots :

« ainsi que le montant forfaitaire et les plafonds prévus aux articles L. 815-4 et L. 815-9 du code de la sécurité sociale, les montants et plafonds de ressources des prestations mentionnées à l'article 2 de l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse et le montant prévu à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement prévoit que les pensions, lorsque le montant total des pensions est inférieur à 1 800 euros bruts, sont revalorisées de l'inflation.

Au surplus, il prévoit que l'allocation spéciale de solidarité (ASPA) et les allocations de l'ancien minimum vieillesse ainsi que de le revenu de solidarité active (RSA) sont revalorisés de l'inflation.

L'impact de cette mesure amendée est estimé à 1,7 milliards d'euros.